

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 21 juin 2015

N° 413

PRIX : 0,60 Euro



**SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS, VICTIMES
DES GUERRES, DE LA PAUVRETÉ, DES BANDES
ARMÉES ET DES DICTATURES CORROMPUES**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Solidarité avec les migrants, victimes des guerres, de la pauvreté, des bandes armées et des dictatures

Pages 3

Mali: Signature de paix entre la rébellion et l'Etat... Et après ?

Page 5

-Dakar: grondements de colère contre les coupures d'eau et d'électricité

-Côte d'Ivoire: Les inondations... sont le fait de l'incurie des autorités

-Les populations des quartiers pauvres réduites à recueillir l'eau de pluie (Page7)

Page 8

Tchad: Le gouvernement a sa responsabilité dans la tuerie de Ndjaména

Page 9

Madagascar: Quelques enlèvements d'ordures ménagères avant les élections

-Groupe Nestlé en Afrique

ABONNEMENT

France: (En tarif réduit)

12 numéros: 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays:

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet:
www.uatci.org

SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS, VICTIMES DES GUERRES, DE LA PAUVRETÉ, DES BANDES ARMÉES ET DES DICTATURES CORROMPUES

Le 2 juin, la police a évacué près de 400 migrants installés dans un campement de fortune sous le métro aérien entre Barbès et La chapelle. La majorité d'entre eux venaient d'Erythrée, du Soudan et d'Ethiopie. Depuis plusieurs mois ils vivaient dans des conditions d'insalubrité scandaleuses avec seulement trois toilettes et un seul point d'eau.

Ces personnes ont été évacuées vers des hébergements temporaires que la plupart d'entre elles ont dû quitter au bout de quelques jours. La ministre de la santé, Marisol Touraine, qui a justifié l'évacuation au nom des risques sanitaires, n'a pas eu honte de dire que « la France accueille des migrants ». La Commission européenne a demandé le 27 mai aux Etats de l'Union Européenne de prendre en charge sous deux ans 40 000 candidats à l'asile et 20 000 réfugiés. Le chiffre fixé pour la France est de 9 127 personnes, mais le gouvernement français refuse ces préconisations. Cela représente la moitié des 20 000 réfugiés accueillis chaque année dans ce pays de 67 millions d'habitants et dont les dirigeants sont impliqués dans les guerres impérialistes aux quatre coins de la planète.

Le nombre total de réfugiés de par le monde a atteint des sommets en 2014. Selon le HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies), il y aurait eu 60 millions de personnes réfugiées en 2014. Selon cet organisme « chaque jour 42 500 personnes sont devenues des réfugiés, des déplacés internes ou des demandeurs d'asile ». Et depuis le début de cette année ce nombre déjà élevé est en nette augmentation.

Les guerres et les dictatures ne sont pas les seules causes de cette migration forcée. Les migrants fuient aussi le chômage de masse et le dénuement extrême dans les villes surpeuplées où l'exploitation est féroce dans les nouveaux bagnes capitalistes entre les mains des sociétés multinationales. Dans cette situation de chaos et de misère, ils ne savent plus où aller, beaucoup finissent par mourir d'épuisement, de soif, de faim dans le désert ou noyés en mer dans les naufrages d'embarcations entre les mains des trafiquants.

Aux cotés des puissances impérialistes, les dictateurs qui gouvernent la plupart de nos pays et qui pillent les caisses de l'Etat, ont leur part de responsabilité dans cette situation.

* * *

* *

*

MALI

**SIGNATURE DE PAIX ENTRE LA RÉBELLION
TOUAREG ET L'ÉTAT... ET APRÈS ?**



15 mai 2015 à Bamako : certains dirigeants touaregs ont refusé de signer

Le 20 juin, réunis à Bamako sous l'égide de l'Algérie, les principaux dirigeants de la rébellion touareg ont signé un « *accord pour la paix et la réconciliation* » avec l'Etat malien. Combien de temps durera cet accord ? Comment seront mis en œuvre sur le terrain les différents points de cet accord ? Personne ne peut le dire ; d'autant moins que ce n'est pas la première fois que les dirigeants de l'Etat malien et ceux de la rébellion au nord du pays signent ce genre de papier sans que cela aboutisse à quelque chose de vraiment concret et positif pour les populations.

Le Président malien qui a chapeauté la cérémonie finale de la signature a lui-même modifié son vocabulaire en l'espace de quelques semaines. Au tout début des négociations, lorsque quelques dirigeants politiques et militaires de la rébellion ont commencé à accepter de s'asseoir autour d'une table avec ceux de l'Etat malien, IBK parlait alors d'accord « historique » et du retour à une « *paix totale et définitive* ». Mais ce 20 juin, après la cérémonie de la signature, il s'est contenté de faire un vœu sur un « *accord durable* ».

Il n'y a en effet pas de raison particulière que ce nouvel accord connaisse une fin différente de celle des accords passés. Les

mêmes causes produiront inéluctablement les mêmes effets. Les dirigeants des divers mouvements de la rébellion touareg qui ont accepté de signer vont obtenir des compensations sous diverses formes : postes lucratifs dans l'administration, grades et autres avantages en nature au sein de l'appareil militaire dans lequel ils vont être intégrés, postes d'élus locaux bénéficiant des salaires élevés, logements de fonctions, voitures et autres employés de maison aux frais de l'Etat, etc. Ceux-là vont s'engraisser et finiront par faire des jaloux parmi les dirigeants de second niveau qui n'auront reçu que des miettes. Le moment venu, ces derniers revendiqueront leur part du gâteau. Mais comme il n'y en aura pas pour tout le monde, ils finiront par reprendre les armes. C'est de cette manière que tous les accords précédents ont fini par devenir des bouts de papier sans valeur.

Du côté de l'Etat malien, même si en théorie il existe une certaine « *continuité* » dans les accords et les engagements signés par l'Etat, dans la réalité les choses sont différentes. Lorsqu'un pouvoir est renversé par un coup d'Etat ou à la suite d'une élection, la seule « *continuité* » qui est maintenue c'est celle de la dilapidation des caisses de l'Etat à des fins personnelles.

Les populations du nord-Mali qui ont souffert durant des années de cette guerre dans leur région, souhaitent ardemment que la paix revienne pour qu'elles puissent de nouveau cultiver leurs petits lopins de terre ou faire paître leur bétail sans risquer d'être abattues ou pillées par les bandes armées. Ceux qui ont fui la guerre pour aller se réfugier loin de leur région d'origine ont hâte d'y revenir. Tous ces gens-là souhaitent le retour à une situation de paix mais ils n'ont aucune de raison de compter sur ce cinéma autour des derniers accords de Bamako.

MALI

UN TRAFIC D'ENGRAIS FRELATÉ

Une affaire scandaleuse de trafic d'engrais frelaté vient d'éclater au Mali. Chaque année, à l'occasion de la campagne agricole la CMDT (Compagnie malienne pour le développement des textiles), majoritairement détenue par l'Etat malien, importe des engrais, qu'elle distribue par la suite aux paysans afin d'augmenter la production du coton dans le pays.

Pour cette année-ci la CMDT en aurait importé environ 40 000 tonnes, mais le service chargé de contrôler la qualité de ces engrais a découvert qu'une grande partie de ce produit était « périmé », voire « frelaté ».

La presse malienne relayée par certains élus des partis d'opposition, a ébruité le scandale et dénoncé l'existence d'une « mafia des engrais » au Mali. Le chiffre d'une « perte de 27 milliards de francs CFA » a même été avancé par un député proche du pouvoir.

Un trafic d'une telle ampleur existe probablement depuis plusieurs années et ne pourrait probablement pas avoir lieu sans la complicité de la haute sphère de l'appareil d'Etat.

Dans un premier temps, les deux ministères directement impliqués (celui de l'Agriculture et celui du Développement rural) ont tenté d'étouffer l'affaire, mais ils n'y ont pas réussi. Ce n'est qu'après que le scandale a été dévoilé dans la presse locale, que les ministres concernés ont fait semblant d'ouvrir une enquête pour chercher le ou les coupables. Le Président malien y est allé aussi de son couplet en déclarant qu'il sera *"sans pitié et intraitable"* contre d'éventuels fautifs car selon lui *« c'est une*

question de Santé publique, de morale et d'éthique".

Le pouvoir malien s'est gardé jusqu'ici de dévoiler la nature exacte de cet engrais frelaté. S'agit-il seulement d'engrais « périmé » comme semble l'affirmer le ministre de l'Agriculture ou de produits toxiques (engrais et pesticides) comme semble l'insinuer la presse d'opposition ? Quelles seront les conséquences de ces produits sur la santé des petits paysans et des ouvriers agricoles qui vont les manipuler ? Quelles seront les conséquences sur la santé des villageois vivant autour des champs sur lesquels on aurait répandu ces produits ? Jusqu'à présent, aucune mesure préventive n'a été prise par les autorités publiques.

Ce n'est pas la première fois qu'un trafic d'engrais a lieu au Mali. Certains journaux ont rappelé que lors de la campagne du riz de 2008-2009, plusieurs milliards de francs CFA avaient été détournés par cette « *mafia des engrais* » liée au pouvoir.

Le Président malien IBK, n'occupe le poste de la Présidence que depuis Août 2013, mais il a déjà à son palmarès de nombreux faits de détournement de fonds publics, notamment autour de l'achat d'un nouvel avion pour ses déplacements. Il en est de même autour de l'achat d'armes et de divers matériels et engins destinés à l'armée malienne. Il s'est illustré aussi par la nomination de son propre fils et de quelques membres de sa famille dans les postes lucratifs. Alors quand ce président parle de « *morale et d'éthique* » on sait ce qu'il faut entendre par-là.

LES BELLES PROMESSES DE MODIBO KEÏTA

Modibo Keïta, le Premier ministre du Mali depuis janvier 2015, dit qu'il a « *un projet pour la jeunesse malienne* ». Il promet la création « *200 000 emplois d'ici 2018* ». En direction des fonctionnaires il a promis que leurs conditions de vie et de travail seront « améliorées ». En direction des chômeurs il a promis que des chantiers seront ouverts pour

créer des nouvelles infrastructures publiques. Les paysans ont eu aussi leur part de promesses. Bref, tout le monde a eu un petit couplet sur un avenir meilleur.

Mais ce que veulent, les jeunes, les travailleurs et les chômeurs, c'est avoir du travail, et un meilleur salaire aujourd'hui pour

vivre décevement au Mali. Mais là-dessus, il vaut mieux ne pas compter sur nos dirigeants car ce

qui les préoccupe avant tout c'est de se remplir les poches sur le dos de la population.

DAKAR

GRONDEMENTS DE COLÈRE CONTRE LES COUPURES D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ !

A la fin du mois de mai, un grand nombre d'habitants de Dakar et de sa banlieue ont été une fois de plus, privés d'électricité et d'eau durant plusieurs jours. Jusqu'aujourd'hui, la situation n'est toujours pas revenue à la normale. De nombreux artisans couturiers, et menuisiers dont le travail nécessite la présence de l'électricité ont manifesté leur mécontentement devant les autorités publiques. Les petits commerçants et les étudiants ont aussi exprimé leur ras-le-bol de l'incapacité de la Sénélec de fournir du courant normalement, contrairement à ce qui avait été promis l'année dernière par son nouveau directeur. Tout dernièrement ce sont les pêcheurs qui ont manifesté leur colère contre la Sénélec car avec les coupures d'électricité ils ne peuvent plus conserver les poissons invendus

Du côté du gouvernement, on se contente de faire semblant d'agir tout en mettant la responsabilité de ces coupures sur le seul dos de la Sénélec et de la SONES. Et pourtant, si les dirigeants de ces entreprises sont dans l'incapacité de les faire fonctionner

normalement, c'est au gouvernement qu'il incombe de trouver la solution le plus rapidement car il s'agit de secteurs vitaux pour la vie quotidienne des habitants.

Les riches eux, dans leurs villas, ne souffrent pas des délestages. Et en cas de coupure générale, ils font fonctionner leur groupe électrogène de secours. Ils ont aussi des réservoirs d'eau en cas de besoin. Ceux qui en souffrent le plus ce sont les habitants des quartiers populaires car eux n'ont pas les moyens de pallier les défaillances des entreprises chargées de fournir l'électricité et l'eau.

Si les différents Présidents qui se sont succédé à Dakar étaient vraiment soucieux d'améliorer la vie quotidienne des petites gens, c'est depuis longtemps qu'ils auraient réglé ce problème. La seule chose qui les ferait vraiment agir rapidement c'est la mobilisation de population laborieuse dans les quartiers populaires.

CÔTE D'IVOIRE

LES INONDATIONS À LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON SONT LE FAIT DE L'INCURIE DES AUTORITÉS

Le quartier en face de la CIMAF à la zone industrielle de Yopougon est complètement inondé avec cette saison des pluies. Les habitants ont dû fuir leurs domiciles. Les affaires qu'ils n'ont pas réussi à sauver à temps ont été englouties sous les eaux. Depuis l'installation de d'une cimenterie sur ce site, ce quartier est devenu une zone inondable. Les nombreuses plaintes des habitants n'y ont rien changé.

Pourtant, il suffirait de quelques canalisations pour résoudre ce problème. Ce qui est largement dans les capacités de la Cimaf qui, de surcroît, produit du ciment. Mais rien n'a été fait. Ces riches montrent là encore tout le mépris qu'ils ont pour les populations pauvres. Le gouvernement qui a annoncé une saison des pluies abondante cette année aurait pu lui aussi réaliser ces canalisations de sorte à évacuer les

eaux de ruissellement et soulager ces populations. Mais il a refusé de prendre ses responsabilités. Il préfère mettre toute son énergie à « déguerpir » des pauvres gens et les mettre à la rue sans relogement, plutôt que de faire le travail qui lui incombe.



Un quartier d'Abidjan inondé

Dans la zone industrielle elle-même, cette saison des pluies a montré à quel point les canalisations d'évacuation des eaux de ruissellement sont inexistantes. A chaque pluie, la voirie est inondée. Tous les véhicules sont à

l'arrêt de peur de noyer les moteurs. Les travailleurs pour rentrer chez eux, sont obligés de patauger dans les eaux de ruissellement. A certains endroits, l'eau arrive à la cuisse. A ce moment là, les travailleurs sont obligés de se tenir la main les uns les autres pour avancer de peur d'être emportés par le courant.

Pourtant, il y a quelques mois, le gouvernement avait annoncé la mise à disposition de 21 milliards pour la soi-disant modernisation de la zone industrielle de Yopougon. On voit aujourd'hui le résultat de cette prétendue modernisation. Sur le terrain, quelques travaux ont été confiés à des entreprises bana-bana qui mettent plusieurs mois rien que pour « reprofiler » une voie. Et que dire des patrons qui auraient pu mettre la main à la poche pour régler ce genre de problèmes puisqu'ils sont directement concernés. Eux, ils ne sont bons que pour exploiter les travailleurs et empocher le profit. Le reste ce n'est pas leur affaire !

CÔTE D'IVOIRE

DEUX TRAVAILLEURS VICTIMES DE L'INSECURITÉ À ABOBO

Deux travailleurs de la zone industrielle de Yopougon, à leur descente du boulot, tard le soir, ont été la cible récemment de bandits à Abobo Avocatier. Profitant de la pluie et de la coupure d'électricité, ces derniers s'en sont pris à ces travailleurs les dépouillant et les tailladant à la machette jusqu'à ce que mort s'en suive. Ce n'est pas la première fois que ce genre d'agressions criminelles se produit dans ce quartier. Le mois dernier, c'est un chauffeur de gbaka qui avait été ainsi agressé. Les quartiers

populaires sont ainsi la cible de nombreux bandits. L'insécurité ne cesse de s'accroître. Le gouvernement, mis à part les discours, a démissionné dans la sécurisation des quartiers pauvres. Ils sont laissés carrément à l'abandon.

Il reste aux travailleurs d'envisager de s'organiser eux-mêmes pour assurer leur sécurité et celle de leurs quartiers.

LE TRANSPORT, UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE POUR LES TRAVAILLEURS

Rentrer chez soi le soir après le travail relève d'un véritable parcours du combattant pour les travailleurs habitant Abobo. Les Gbaka, les seuls transports en commun sur la ligne Yopougon Zone-Abobo sont en nombre insuffisant. Cette insuffisance est aggravée par les interminables embouteillages sur ce tronçon.

Ce qui fait qu'aux heures de descente, les files d'attente s'allongent. L'attente peut durer souvent plus d'une heure. Il arrive même parfois qu'un travailleur qui finit le boulot à 18 heures arrive chez lui à 21 heures. Il y a aussi que ces Gbakas sont très vétustes et tombent très souvent

en panne, sans compter tous les risques d'accident sur cette voie dégradée.

D'autres par contre, devant la difficulté de la situation optent pour l'auto-stop. Mais là aussi, ce n'est pas chose facile. Car il faut compter sur la bonne volonté des automobilistes. Ce qui n'est pas une évidence. Ce qui est courant, c'est que ce sont des chauffeurs de camion benne qui sont eux-mêmes des travailleurs qui rentrent sur Abobo, qui s'arrêtent

par solidarité. Les travailleurs sont ainsi transportés comme du bétail.

Les patrons dans cette zone industrielle ont largement les capacités pour mettre à la disposition des travailleurs qu'ils exploitent, des véhicules de transports adéquats afin de les transporter en toute sécurité. Mais même pour une chose aussi élémentaire, ils en sont incapables. La seule chose qu'ils savent faire, c'est exploiter les travailleurs, et empocher le profit.

CÔTE D'IVOIRE

BÂTIMENT : À FCS, IL FAUT FAIRE GRÈVE POUR AVOIR SON SALAIRE

Sur les chantiers de Faso Construction et Service, les travailleurs sont toujours obligés de faire des arrêts de travail avant d'avoir leur salaire du mois.

Pour le salaire du mois de mai qui vient de finir, il a fallu que les travailleurs se donnent rendez-vous sur le chantier d'Angré 8^{ème} tranche le 11 juin pour tout bloquer. Il faut rappeler que le directeur, comme à son habitude, avait donné rendez-vous aux travailleurs, le 10 du mois. Comme si c'est le 10 qu'on paie les salaires ! Malgré cela, le patron n'a pas payé les travailleurs. Ces derniers ont accepté de travailler jusqu'au soir. Mais le lendemain 11, ils ont dit, pas question de reprendre le travail si la direction ne paie pas les salaires.

Donc très tôt le matin, les travailleurs ont organisé deux piquets de grève. Chaque groupe était composé d'une quinzaine de travailleurs pour tenir les deux entrées du chantier. Une fois, les entrées contrôlées par les travailleurs en grève, le reste des travailleurs est venu se masser devant l'entrée principale pour attendre l'arrivée du grand patron. Les piquets avaient pour consigne de ne laisser aucun travailleur de FCS, même les petits patrons, accéder au chantier. Mais comme sur le site, il y a deux autres entreprises de construction qui exercent, l'autre consigne était de laisser passer les travailleurs de ces entreprises. Le directeur est arrivé aux

environs de sept heures mais il a pris peur de la foule et est rentré en trombe sur le chantier. Parce que non seulement, il y avait les travailleurs du chantier CNPS, mais en plus sont venus s'ajouter les travailleurs des autres chantiers qui attendaient aussi leur salaire.

Le directeur a voulu faire intervenir son adjoint pour essayer de convaincre les travailleurs. Mais ceux-ci lui ont plutôt dit qu'il ferait mieux d'aller chercher leur argent que de venir bavarder. Et qu'il était inutile de parler de reprise si les salaires ne sont pas payés. Il est reparti illico à la banque et dans l'après-midi il est venu avec la paie des travailleurs. Une partie des travailleurs ont eu l'intégralité de leur paie. Par contre, la majorité des travailleurs n'ont eu qu'une avance et c'est seulement le 16 juin qu'ils ont reçu le reste.

La direction, pour camoufler son incapacité à gérer la situation et surtout sa défaite devant la mobilisation des travailleurs, a décidé de donner le travail en tâcheronnat aux mêmes travailleurs dont ils n'arrivent pas à payer le salaire à temps. Ainsi, pour le moment les travailleurs, surtout ceux qui le voulaient, car la majorité est partie, sont en train de travailler en attendant le prochain mois pour voir si les choses seront différentes. Dans le cas contraire, comme ils le disent eux-mêmes, ils savent quoi faire pour avoir leur dû.

DES POPULATIONS DES QUARTIERS PAUVRES RÉDUITES À RECUEILLIR L'EAU DE PLUIE



Abidjan : porteuses d'eau dans un quartier populaire

A Abobo, commune la plus peuplée d'Abidjan, il y a des quartiers où l'eau ne coule pas dans les robinets. Dans d'autres, l'eau n'arrive qu'à des heures tardives. Abobo Akeikoi, clouetcha, Dokui, Moronou, Biabou, sagbé, et bien d'autres encore sont concernés. La saison des pluies pour ces populations est donc une aubaine. Dès qu'il pleut, c'est souvent toute la famille qui s'y met pour recueillir l'eau qui coule des toitures ou des gouttières des bâtiments. C'est une occasion de remplir tous les récipients possibles pour faire des réserves en eau.

C'est le cas aussi dans d'autres communes de la capitale, de Yopougon à Port-Bouet en passant par Marcory et Koumassi. Là où, il est possible de creuser des puits, les

populations ne s'en privent pas. Cela limite les corvées d'eau.

Si à la métropole même, des quartiers entiers sont obligés de se ravitailler en eau dans des puits ou quand il pleut, on imagine aisément ce qu'il peut en être dans les autres villes ou dans les zones rurales. Bien des gens n'ont d'autres choix que des puits ou des marigots.

La localité de Fresco par exemple souffre d'une pénurie d'eau potable depuis plus d'un an. Les habitants s'y prennent donc comme ils peuvent pour s'approvisionner en eau. Les deux forages et le vieux château d'eau ne sont plus en mesure de satisfaire les besoins. De nouvelles infrastructures s'imposent, d'autant plus que ce ne sont pas les ressources en eau qui manquent dans la région. Mais les élus locaux et les autorités gouvernementales font mine d'être désarmés face à la situation.

C'est toujours ainsi, quand il s'agit de trouver des solutions aux préoccupations des populations, les dirigeants traînent toujours le pas, tant qu'ils n'ont pas un bon coup de colère pour les aider à se précipiter. Sinon, il est inadmissible que de nos jours et en pleine ville, l'on soit contraint à vivre comme dans des villages d'avant la colonisation.

TCHAD

LE GOUVERNEMENT A SA PART DE RESPONSABILITÉ DANS LA TUERIE DE NDJAMENA

Ce qui devait arriver arriva : Le 15 juin à Ndjaména, deux attentats commis au même moment, l'un dans l'enceinte même de l'école de police, l'autre aux abords du commissariat central, ont fait au total 43 morts et une centaine de blessés. C'était horrible. De l'avis même de certains vieux habitants, on n'a jamais vu un tel

massacre ! Jusqu'à présent cette attaque n'est toujours pas revendiquée mais les autorités tchadiennes ont accusé le groupe djihadiste islamique Boko Haram d'en être l'auteur.

Depuis l'engagement des troupes tchadiennes au Mali aux côtés de celles de l'impérialisme français, les populations

tchadiennes craignent pour leur peau ; elles craignent les représailles des extrémistes religieux d'autant plus que les autorités de Ndjaména se vantent d'avoir tué en février 2014 deux chefs djihadistes du Mujao au nord du Mali. La crainte des Tchadiens a redoublé avec la récente intervention des troupes tchadiennes au nord du Cameroun et du Nigéria, avec l'accueil, à Ndjaména, du quartier général de la force régionale chargée de lutter contre Boko Haram et l'établissement du siège de l'opération française Barkhane, pour lutter contre le terrorisme dans le Sahel. Les habitants, surtout ceux de Ndjaména pensent que Boko Haram va réagir en envoyant ses djihadistes faire éclater leurs bombes aux marchés, dans les églises, les mosquées ou dans d'autres lieux publics comme les bars, les hôpitaux ou les écoles... pour tuer plus monde.

Et ce qu'ils redoutaient arriva : quand le 13 février dernier, des éléments de Boko Haram, venant du Nigéria avaient lancé un premier raid sur Ngaboua, un village de pêcheurs, situé en territoire tchadien, tuant deux habitants, brûlant des cases, des maisons et abattant du bétail, avant de se retirer, la peur des Ndjaménois a

redoublé d'intensité: la prochaine étape sera Ndjaména, se disait-on.

Et la menace tant redoutée éclata au grand jour, non pas aux endroits pressentis mais à l'école de police et au commissariat central.

Deux jours après ce massacre, le gouvernement tchadien a interdit dans tout le pays, le port de la burka, ce voile intégral porté par les femmes musulmanes qui cache leur corps entier, ne laissant apparaître que les deux yeux. Le gouvernement a aussi ordonné aux forces de sécurité de « ramasser toutes les burkas » en vente sur les marchés et de « les brûler ». Et ceux qui « se hasardent à braver la mesure en portant la burka doivent être arrêtés, jugés et condamnés ». Est interdite également « la circulation des véhicules à vitres fumées ». Toutes les mosquées et les églises sont placées sous surveillance, etc.

Toutes ces gesticulations n'empêcheront pas les mouvements islamistes de tuer des innocents et de recruter toujours plus parmi les démunis. Leur principal allié, c'est la misère et l'ignorance. Tant qu'on ne mettra pas fin à ces fléaux, ces mouvements continueront à sévir parmi les classes pauvres.

MADAGASCAR

QUELQUES ENLÈVEMENTS D'ORDURES MÉNAGÈRES AVANT LES ÉLECTIONS

À environ deux mois de la tenue des élections municipales dans le pays, les autorités ont fait enlever quelques tas d'ordures qui encombraient les rues des grandes villes, mais il reste beaucoup, à faire. A Antananarivo, la capitale du pays, quelques chantiers de travaux d'assainissement ont été accélérés, des crevasses dans le bitume et des nids de poules ont été rebouchés. Tout cela pour que Hery Rafalimanana, le candidat soutenu par le pouvoir puisse être en bonne position d'être réélu maire.

Pour les habitants des quartiers pauvres et surpeuplés de la ville basse de cette capitale située à 1200 mètres d'altitude, pas beaucoup d'amélioration n'est en vue. Ils ont subi les inondations catastrophiques lors de la saison de pluies en décembre et janvier dernier et leurs



Une « montagne » d'ordures dans un quartier
d'Antananarivo

conditions d'existence continuent d'être difficiles. L'hiver austral qui sévit en ce moment est rigoureux et des milliers de sans-abris n'ont d'autre choix que celui de passer les nuits

froides dehors en se couvrant comme ils le peuvent, de cartons d'emballages ou de sacs plastics glanés ici ou là dans les rues commerçantes et les marchés.

Les vigiles et les hommes de main au service des commerces de luxe qui ont pignon sur rue dans certaines artères de la ville hautes, et sous les arcades de l'Avenue de l'Indépendance ont de plus en plus de mal à chasser de ces lieux des petites gens sans domicile et des vendeurs de

rue tant leur nombre est élevé et la misère grandissante.

Les travailleurs et les classes pauvres ont vérifié que les élections présidentielles n'ont pas amélioré leur sort et peu de gens se font des illusions sur les élections municipales à venir pour leur apporter un quelconque mieux-être même si le mécontentement qui existe ne trouve pas forcément un débouché à l'heure actuelle.

MALGRÉ LA SITUATION DÉSASTREUSE DES CLASSES PAUVRES EN AFRIQUE, LE GROUPE NESTLÉ PRÉVOIT D'Y RÉALISER DES PROFITS RECORDS

Le continent africain est présenté par différentes institutions économiques internationales comme un nouvel eldorado pour les capitalistes. Par exemple le géant de l'agro-alimentaire Nestlé se félicite de voir ses profits en hausse ces dernières années et cela malgré la crise économique du système capitaliste et ses conséquences en termes de dégradation des conditions d'existence des classes pauvres et des travailleurs.

Avec la vente de Maggi (un des produits de Nestlé), ce trust fait d'énormes profits sur le continent africain. De plus il cible de plus en plus la clientèle de la classe moyenne africaine, c'est-à-dire les petits bourgeois qui ont suffisamment d'argent pour faire leurs courses dans les hypermarchés et les centres commerciaux des grandes villes.

Pour promouvoir ses produits, Nestlé organise des rencontres à caractère sportif ou physique. A Abidjan à la veille de la célébration de la fête des mères, Nestlé a organisé une activité intitulée « Cross mère enfant ». Il s'agit d'une course à pieds de 4 km, dans le quartier de « Cocody les deux plateaux », des mamans avec leur bébé. Les gagnantes ont bénéficié de quelques cadeaux et ont dû poser devant les produits à promouvoir tels que les laits en poudre, les boccas pour bébés etc. L'étiquette Milo a bénéficié de beaucoup de publicité lors de cette journée. Il s'agit d'une boisson dite

énergisante mise sur le marché par Nestlé, qui coûte un certain prix et les organisateurs veulent la faire connaître des sportifs.

La commune d'Arbollé, au Burkina Faso a été choisie pour abriter des petits jeux pour les élèves des écoles, dans le cadre d'un programme appelé « *Healthy Kids* ». Nestlé les a réunis soi-disant pour leur inculquer les bonnes habitudes alimentaires en consommant au petit déjeuner, des « céréales » mises sur le marché par cette firme. On veut faire croire que ces produits sont indispensables à l'équilibre alimentaire et contribuent à améliorer les performances physiques et cérébrales. Lors de cette opération publicitaire, des gadgets de Nestlé ont été distribués aux élèves.

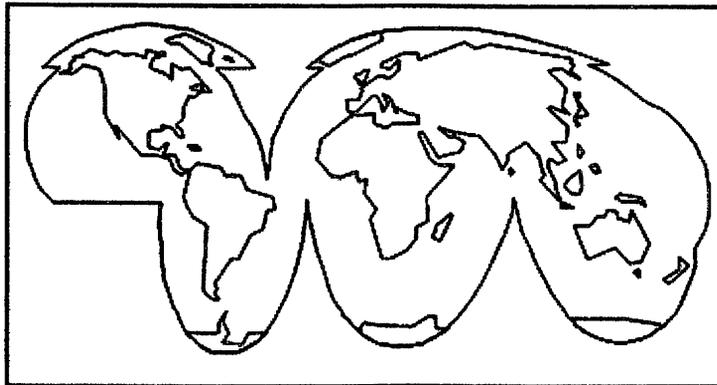
Nestlé est une firme multinationale très riche et présente dans tous les continents. En Californie (Etats-Unis), une forêt entière est en train de mourir et des cours d'eau de tarir parce que Nestlé a fait main basse sur l'eau à des fins commerciales. En Inde il refuse un robinet d'eau à la population qui vit à côté de son usine d'eau en bouteille à destination des petits bourgeois indiens. Les forages de Nestlé dans les nappes souterraines profondes ont asséché les cours d'eau et même les puits. En fait les propriétaires de ce trust affament la planète et jouent aux citoyens modèles ! Ils voient l'Afrique comme un marché juteux.

Avec ses techniques, ses usines, son savoir-faire, à lui seul, ce trust a les cartes en mains pour sortir une bonne partie de la population africaine de la faim. Il suffirait qu'il ne soit pas entre les mains de ses 2500

actionnaires, mais entre celles de la classe ouvrière.

C'est rageant de voir qu'on est à la fois si près d'une société d'abondance et si loin d'un monde communiste.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.